

années, partagée seulement par des théoriciens outrés—et c'est celle qui prétend que la connexion qui existe entre les colonies—surtout le Canada,—et la mère-patrie, est une source de dépenses et de dangers. Il est indubitable que depuis quelques années cette opinion a acquis plus de force que ne le désirent ceux d'entre nous qui veulent conserver la connexion entre ces colonies et l'Angleterre, et nous n'ignorons pas jusqu'à quel point cette opinion pourrait influencer sur la législation de l'Angleterre. Il est encore une autre considération qui fait que l'attention du peuple d'Angleterre se porte sur ce sujet plus qu'à l'ordinaire, c'est-à-dire la condition de ses relations avec la république qui nous avoisine, et la grande force militaire que cette dernière a déployée dans les deux ou trois dernières années. Sous ces circonstances, cette opinion, qui, en Angleterre, aurait pu autrement rester encore longtemps à l'état de théorie, a pris le premier rang. Il ne s'agit donc pas maintenant de savoir si sous telles et telles circonstances il serait mieux pour cette colonie et les autres de prendre une attitude plus indépendante à l'égard de l'Angleterre. Le peuple anglais s'occupe maintenant de savoir quelles seraient, dans le cas d'une guerre avec les Etats-Unis, les relations de la Grande-Bretagne avec ces provinces ; jusqu'à quel point, dans cette éventualité, il serait possible de protéger cette possession éloignée de l'empire, d'éviter au pavillon britannique l'épreuve d'un désastre, et, à 3,000 milles de distance, de maintenir la valeur du nom anglais. Voilà ce qui a contraint si fortement l'opinion publique en Angleterre à s'occuper de ses relations actuelles avec ce pays, et c'est à l'égard de tous ces faits que nous avons à prendre des mesures. Je le répète, il ne s'agit pas ici de discuter sur un point de doctrine, il s'agit simplement de faits accomplis. Il nous faut voir notre situation en face. Il nous faut parler aux éventualités qui s'annoncent d'elles-mêmes, et voir si dans l'union de ces colonies nous ne trouverons pas la sûreté pour nous et un surcroît de force pour l'empire en général. (Écoutez ! écoutez !) Maintenant, pour ce qui est des objections faites par ceux qui croient que cette mesure va nous mener à grands pas vers notre indépendance, ou au moins faire que nos relations avec l'Angleterre seront plus indépendantes, qui disent que nous ne devons pas oublier que nous sommes placés dans des circonstances particulières, j'admettrais l'exactitude de l'argu-

ment qui veut que par cette mesure nos liens avec l'Angleterre pourraient se relâcher, si nous nous trouvions dans la position de quelques uns des plus petits états de l'Europe, si, par exemple, nous avions d'un côté un état comme la Suisse, et de l'autre une des principautés allemandes. Si nous avions pour voisins des états comme la Belgique ou le Danemark, et, situés de la sorte, si nous étions un des petits états, je conviendrais que si une union de toutes ces Provinces devait s'opérer, elle pourrait possiblement donner lieu à cette indépendance que craignent les adversaires du projet, et que pour ma part je désire de tout mon cœur ne voir jamais arriver. (Écoutez ! écoutez !) Nul doute que situés ainsi, sans voisin puissant et plus qu'imposant, une combinaison politique comme celle que nous projetons pourrait amener notre indépendance réelle de l'Angleterre. Si nous n'étions qu'une agrégation de petits états sans voisin puissant, il serait possible que le résultat que nous redoutons tant pourrait en découler. Il est probable qu'avec le temps nous aspirerions à former des relations étrangères, à avoir une armée et une marine et à acquérir cette complète émancipation que l'âge suggère aux peuples comme aux individus. Mais dans un état, l'indépendance est toujours relative, et nul d'entre nous ne peut compter qu'il vivra assez longtemps pour voir les possessions britanniques en cette partie du monde assez peuplées et assez puissantes pour pouvoir se déclarer indépendantes de l'Angleterre. Par notre position géographique, tant que les Etats-Unis seront aussi puissants qu'ils le sont, et quand même ils se diviseraient en trois républiques, nous trouverions toujours en eux une source de danger qui nous forcera à maintenir notre dépendance vis-à-vis de l'Angleterre. Dans notre position par rapport aux Etats-Unis, et dans la supériorité de leur puissance, nous trouvons, je le répète, la certitude qu'il n'y aura pas lieu d'appréhender que les colonies de l'Amérique du Nord se déclareront un jour indépendantes de l'Angleterre, et cela, parce que notre position fera que toujours nous rechercherons son aide et sa protection. Je ne dis rien de la loyauté, de cet attachement à la couronne anglaise et de ce respect pour la personne du souverain que nous possédons à un si haut degré et que nous cherchons à inculquer à nos enfants. Je ne parle pas non plus de l'orgueil que nous ressentons